

Quelques remarques autour de la lutte contre la prison

Quelques remarques autour de la lutte contre la prison

atabularasa.org

La capacité d'adaptation de l'être humain dépasse toute imagination. On peut placer un homme dans quasi n'importe quelle condition, même dans des conditions où il n'y a que la mort comme fil rouge de l'histoire, qu'il parvient encore à s'adapter, à accorder son comportement au diapason du milieu hostile.

D'un côté, cette capacité est extraordinaire et fait de l'être humain sa spécificité en tant qu'être humain. De l'autre côté, elle est infiniment tragique, car le pouvoir n'y rencontre pas seulement des adversaires implacables, mais aussi la résignation qui, en fin de compte, est justement le souffle de vie, soit-il putride, du pouvoir lui-même.

Certains diront qu'il s'agit là de l'instinct de survie, d'autres se référeront à la créativité inépuisable dont l'homme a fait preuve à travers l'Histoire en matière de faire s'agenouiller et d'enchaîner son prochain. D'autres encore puiseront du courage dans la résilience que marque la révolte humaine face aux conditions insupportables. Quoi qu'il en soit, en prison, on retrouve tout ça de manière concentrée. Mais est-il possible de critiquer la prison sans immédiatement parler de sa génitrice, cette société basée sur l'autorité et le pouvoir ? Rien dans ce monde ne peut être considéré *en*

soi. Toute notre vie est liée à celle des autres (même, voire surtout, à un niveau conflictuel), tout comme l'ensemble des structures de la société qui ont été érigées au nom de son bien-être – nous parlons bien du bien-être « de la société », le distinguant de celui des individus qui en font partie – sont liées entre elles. La structure physique d'un hôpital, d'une école, d'une maison de repos ou d'une usine ressemble à celle de la prison.

Les mécanismes qui y sont à l'œuvre et qui lui donnent corps s'accordent et se trouvent en dialogue permanent. Considérer la prison comme une *question séparée*, détacher sa problématique de l'ensemble de la question sociale, reviendrait à passer à côté de ce qui se pose à nous. Ou pire, faire le jeu du pouvoir qui ne présente jamais ses structures comme un tout, mais comme des éléments séparés (et donc susceptibles à d'éventuelles améliorations). Si ces éléments en sont bien les assises, le pouvoir est le ciment qui les transforment en mur de l'autorité. Les obstacles sur le chemin vers la liberté ne sont pas ces éléments séparés, qui seraient même relativement faciles à abattre, mais bien ce mur constitué par ces éléments et le ciment en apparence inentamable du pouvoir.

La prison et la société en tant que camp à ciel ouvert

Bien que la lutte contre la prison ne soit pas une question de statistiques, de numéros et de chiffres – c'est justement *sa* logique à elle que de réduire tous les hommes à des numéros d'écrou et à des dossiers judiciaires – on ne peut se passer de faire le constat que jamais auparavant autant de gens ne s'étaient retrouvés incarcérés dans une des multiples structures d'enfermement de l'Etat. La logique concentrationnaire et d'internement n'a pas été enterrée après les camps nazis. Bien au contraire, elle a été approfondie et s'est élargie à l'ensemble de la société. Le nombre croissant de *prisonniers* – dans le sens de personnes à qui la liberté *que l'Etat leur concédait* a été enlevée – va de pair avec une diversification de l'en-

fermement : prisons, centres fermés pour clandestins, instituts de redressement, centres fermés pour mineurs, institutions psychiatriques et, depuis peu, sa propre maison (transformée en cage par l'intrusion du bracelet électronique).

Mais prendre uniquement en considération cette tendance et la détacher de l'ensemble de la direction prise par la société, ne nous amènerait qu'à poser les mauvaises questions. En fait, il s'agit d'un double mouvement. D'un côté l'élargissement des structures d'enfermement. De l'autre, l'élargissement bien plus poussé du contrôle social, notamment via les nouvelles technologies. Le nombre de prisons continue à augmenter, tout comme le nombre de personnes qui y sont enfermées. C'est bien la société dans son ensemble qui se transforme petit à petit en un grand camp à ciel ouvert. On pourrait même dire que l'élargissement de la capacité d'enfermement constitue en quelque sorte un *archaïsme* en comparaison à la répression préventive, beaucoup plus « efficace ».

La prison ne se limite certes pas uniquement aux quatre murs ni même par extension au contrôle technologique ou à la psychiatisation de l'homme. *L'enfermement* - conçu comme clôture, restriction ou abolition des possibilités qu'un être humain en liberté pourrait saisir - se retrouve à l'œuvre dans toute oppression sociale. Il serait presque grotesque d'en parler à l'aide de gros mots et de mécanismes autoritaires, alors qu'il suffit de jeter un œil sur comment l'enfermement prend corps dans la famille ou dans un contexte religieux. En ce sens, la prison ne peut être considérée autrement que comme la conséquence de tous les rapports autoritaires qui font de ce qu'on appelle « *notre monde* » la saloperie qu'il est. Et, inversement. Car c'est à l'image de la prison que la domination dans son ensemble s'implante dans le corps et l'esprit des êtres humains. La prison est l'incarnation flagrante, visible et palpable de toute logique autoritaire ; tout comme l'autorité ne peut jamais construire autre chose que des prisons, même si elles peuvent prendre bien des formes et bien des couleurs.

Allons maintenant droit au but : il est impossible dans le contexte social actuel d'abolir la prison. Même si les murs étaient plastiqués et les portes des cellules défoncées, elle réapparaîtrait sous une autre forme tant que le principe d'autorité n'aura pas reçu de coup fatal. Pire encore : on peut s'attendre à ce que tant qu'il y aura des Etats (peu importe la forme qu'ils recouvrent), une réduction hypothétique de l'enfermement physique ne soit possible qu'à travers une réelle réduction de la liberté, c'est-à-dire, en prenant soin que nous soyons tous devenus gardiens et prisonniers dans la grande prison de la société. C'est là, la triste tragédie des luttes contre les quartiers d'isolement par exemple... Elles ne peuvent aboutir qu'à la destruction de toutes les prisons (c'est-à-dire à une révolution sociale qui balaye le principe d'autorité en faveur d'expérimentations de liberté), ou alors à la généralisation de certaines mesures propres aux régimes d'isolement dans toutes les prisons et sur toutes les sections. La destruction décisive des prisons serait une conséquence, mieux, une exigence vitale, de la révolution sociale qui voudrait se débarrasser de toute autorité. Faut-il alors en conclure qu'une lutte contre la prison n'a aucun sens aujourd'hui, à une époque où l'élan révolutionnaire et libertaire ne souffle certes pas aussi fort que la domination et ses faux critiques autoritaires ? En conclure qu'elle serait d'avance vouée à l'échec et à la défaite ? Si nous en venions à répondre par oui à cette question, alors nous n'entamerions plus jamais aucune lutte. Car, dans une certaine mesure, on pourrait dire la même chose de n'importe quel conflit, de n'importe quelle lutte, de n'importe quelle tentative de s'insurger et de laisser libre cours à la révolte, pas pour une simple amélioration, pas pour quelques miettes en plus, mais pour détruire l'autorité. Mais la subversion, et donc la révolution sociale, n'est pas une question de victoires partielles ou de résultats mesurables sur les échelles de la domination. La destruction des prisons ne commence nulle part d'autre - tout comme le bouleversement radical de tous les rapports sociaux existants - que dans le conflit actuel, dans le choix de briser en mille morceaux la résignation et de prendre goût à la révolte. Tout refus

Extrait de *Brique par brique*, se battre contre la prison et son monde (Belgique 2006-2011), Tumult Editions, printemps 2012 (Bruxelles)

A l'intérieur des murs, les gardiens ne sont pas les seuls à s'instruire en matière de *technique de domination*. Les rapports entre détenus sont aussi bien imprégnés d'autorité que ceux des gens à l'extérieur. D'un côté, le régime carcéral formalise ces rapports hiérarchiques en octroyant des privilèges, en impliquant directement une partie des prisonniers dans la gestion de la prison et en isolant certains éléments perturbateurs du reste de la population carcérale. De l'autre côté, tout dans la prison encourage les prisonniers à s'approprier les *techniques de domination* et à s'y former. Les rapports entre prisonniers ne sont pas tellement déterminés par un quelconque sentiment de « fraternité » dû la condition partagée, mais bien par la morale dominante de cette société : concurrence, chantage, racket, délation, division, exclusion, commerce, résignation, acceptation, anesthésie, hiérarchie. Les moments où des prisonniers *s'insurgent* sont alors presque toujours des interruptions, voire des dépassements, de ces rapports. L'insurrection contre la prison commence là où la délation fait place à la confiance, la concurrence à la solidarité, la résignation au combat. La prison fait tout ce qui est en son pouvoir pour démontrer que ces interruptions ou ces dépassements tournent toujours *au pire* pour les prisonniers insurgés. Elle le fait par le cachot, l'isolement, les passages à tabac, la suppression des « droits », l'enlèvement d'une perspective de libération conditionnelle, mais aussi à travers le message qu'elle fait parvenir constamment à ses hôtes : *si tu te tiens calme, tout passera plus vite*.

L'acte de s'insurger, dedans comme dehors, se révèle ainsi être une exigence vitale, plutôt qu'une simple formalité d'obtenir quelque chose. On ne cessera jamais de souligner avant tout le côté intimement humain et vitale de la révolte, l'importance qu'elle a pour l'individu révolté en soi.

d'obéir au régime carcéral et à ses serviteurs, tout acte de révolte, tout moment où le désir de liberté prend le dessus sur la tragédie de l'adaptation aux conditions, mine les murs tant haïs.

Délinquance et rébellion

Le romantisme d'un bandit qui rompt avec l'ensemble des lois, le dernier combat héroïque du hors-la-loi face aux défenseurs de l'Etat, les histoires populaires des nombreux Robins des Bois... sont de très belles histoires. Elles donnent de l'espoir et, en fin de compte, il ne s'agit pas tellement de savoir si elles sont « vraies » ou pas ; l'imaginaire et le rêve sont-ils « vrais » ? Pourtant, elles inspirent, encouragent, guident de nombreuses démarches, de nombreuses aventures, de nombreux parcours d'hommes.

Mais il ne faudrait pas confondre cette force magique de l'imagination, véritable essence de la révolte, et *le milieu délinquant* tel qu'il existe aujourd'hui. C'est assez simple : un des piliers de ce monde est l'argent. Et il y a des manières légales et illégales de s'en procurer. Il y a, par exemple, le pillage et le vol légal, exercé par et au profit des patrons, des riches et des puissants. Habituellement, on appelle ça le « travail salarié » (piller le corps, l'énergie et l'esprit du travailleur), l'« exploitation des ressources naturelles » (piller la terre), le « commerce » (faire de l'argent avec de l'argent et monnayer les besoins des gens, parasiter leurs désirs et leurs rêves en les transformant en marchandises achetables). Les manières illégales, en sachant que ce terme appartient à ceux qui en tirent profit, sont alors le pillage (prendre des marchandises sans payer), le trafic de drogues (monnayer la dépendance des drogués), le vol et le braquage (s'accaparer de force la propriété d'autrui) et ainsi de suite. Il est donc clair que ce n'est pas parce que quelqu'un dépasse les limites de la légalité, qu'il est en train de subvertir les fondements de ce monde. Mais on ne peut pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Abordons la question sous un autre angle. Notre lutte contre ce monde d'autorité et d'argent ne peut être que *délinquante* au vrai sens du terme : *s'égarer et rompre avec les normes dominantes*. Il n'est pas imaginable d'en finir avec un monde divisé entre une minorité de riches et une grande majorité de pauvres sans faire tomber de son piédestal la sacro-sainte propriété privée. L'impossible et invivable moralisme de la propriété privée n'a rien à voir avec un quelconque « respect du bien-être de l'autre », mais a surtout fait en sorte que les pauvres aient un peu moins de scrupules à se voler entre eux ou à se vendre aux riches qu'à aller prendre l'argent chez ceux qui se trouvent en haut de l'échelle sociale. Il n'est pas possible d'éradiquer *la tension délinquante* chez les pauvres et les exploités de ce monde, tout comme le pouvoir cherche à la contenir à travers la morale, la religion, l'idéologie et la répression. Au lieu d'essayer d'éradiquer cette tension, l'Etat a choisi une autre voie : ne plus éliminer la délinquance, mais la gérer, l'inclure et s'en servir. Le meilleur exemple de ça est une des manières les plus faciles qu'offre la société pour ramasser rapidement relativement beaucoup d'argent (ou pour au moins pouvoir embrasser cette illusion) : le trafic de drogues. L'Etat gonfle les prix des drogues sur le marché en les rendant illégales et profite aussi des conséquences qui lui sont favorables : trafiquer, stimuler la transformation de la délinquance en entrepreneuriat, amortir les tensions sociales par une ample anesthésie sociale et ainsi de suite.

A travers l'appareil judiciaire - et donc la peine de prison - l'Etat gère et dirige une partie de cette branche de la délinquance. Par la menace de poursuites et de peines de prison, il s'assure en plus un vaste réseau de balances et d'indicateurs. Et, n'oublions pas non plus, les nombreux exemples historiques où l'Etat recrute ceux qui n'hésitent pas à enfreindre les lois pour massacrer les révolutionnaires et les masses insurgés. En somme : *le milieu délinquant* ou *la délinquance* ne peut certes pas être considéré comme une sorte d'antipode du pouvoir étatique ou autre.

comme eux. Nous ne voulons pas devenir comme eux. Nous ne sommes pas des justiciers qui érigent des échafauds pour punir les coupables, nous nous battons simplement avec tous les moyens que nous pensons adéquats pour que plus jamais, il n'y ait ni d'échafauds ni de bourreaux.

Nous n'avons donc pas besoin de renvoyer aux gardiens l'image de monstres qu'ils nous accolent – s'inscrivant ainsi dans la longue tradition de ceux qui présentent des populations entières comme des sous-hommes, des cafards, des traîtres de la nation, des infidèles, des inférieurs afin de pouvoir les éradiquer. Nous les considérons pour ce qu'ils sont : des hommes qui choisissent jour après jour de tourner le clef dans les serrures des cellules. Ce n'est pas parce que nous ne pensons pas qu'il soit possible de « convertir » ou de « convaincre » les bourreaux, que nous leur nions leur humanité. C'est cette tension, cette tension éthique vers la liberté, qui ne veut pas être une autre version de la « justice » avec ses lois et ses punitions, qui nous rend tellement différents et dans laquelle nous puisons notre force et notre courage pour continuer à combattre l'autorité avec les armes de l'anti-autorité.

Cela nous permet d'ailleurs de passer à l'attaque sans équivoque. Car même si la prison est une machinerie qui réussit à distribuer à l'infini la responsabilité de la torture qu'est de fait l'enfermement, et prend ainsi le visage nébuleux d'un monstre tentaculaire et anonyme, certains personnages portent paradoxalement des responsabilités spécifiques. Les identifier est d'une importance vitale pour n'importe quel projet de lutte contre la prison. Comprendre qui, où et comment tire les ficelles. Qui décide du placement en isolement de prisonniers récalcitrants. Qui permet aux gardiens de se couvrir. Qui est responsable de la décision des internements etc. Discerner ces responsabilités individuelles est une tâche incontournable des ennemis de la prison.

La prison et sa mentalité

sont « inhumains » ? De plus, où se trouve la différence essentielle entre l'« impitoyable gardien » ivre de son pouvoir et le directeur - sans uniforme et, en général, pas impliqué *personnellement* dans les actes de tortures et de violence ? Voilà la raison pour laquelle quand nous parlons de « gardiens » dans ce texte, nous parlons de tous ceux qui rendent formellement possible le fonctionnement quotidien de la prison : gardiens, psychiatres, assistants sociaux pénitentiaires, directeurs, adjoints, médecins,...

Il nous faudrait peut-être procéder autrement. Au lieu de classer les gardiens selon leur degré d'« humanité » – en omettant de cette manière que le système se fonde aussi bien sur la brutalité que sur la charité et la bienveillance ou, mieux encore, dans son insupportable combinaison –, on ferait mieux de partir du fait que les gardiens sont bel et bien des « êtres humains », avec toutes les contradictions et la complexité que cela implique. Même chez le tortionnaire, l'être humain continue à exister. La question n'est alors plus de savoir « qui se comporte de manière acceptable et qui dépasse les limites et sera puni en conséquence », ce qui nous amènerait forcément dans une vision réformiste de la lutte (même si celle-ci est armée), mais bien de quelles manières peut-on vaincre les gardiens qui sont - tout comme les murs, les barreaux, la justice et la morale dominante - des *obstacles* sur le chemin de la liberté. Une attaque contre les gardiens ne devient plus alors « uniquement » une question de *représailles*, mais une question de comment éliminer un obstacle de notre désir de liberté. S'il y a des morts, on ne se cachera alors pas derrière la boutade « d'avoir tiré sur un uniforme », mais on assumera en pleine conscience d'avoir tiré sur un homme qui, de par sa responsabilité individuelle et son choix d'exercer la fonction de défense de l'ordre existant, est un obstacle pour la liberté.

Evidemment, le pouvoir s'en fout royalement de ce genre de réflexion éthique et de la recherche de cohérence dans ce que nous voulons et dans le comment nous luttons. Du côté des puissants, on ne fait jamais économie de cruauté. Mais nous ne sommes pas

Mais avec ça, on n'a pas encore tout dit. A l'intérieur de la délinquance, existent aussi ceux qui n'acceptent pas les règles du jeu et rompent avec elles comme ils en rompent avec les lois étatiques. Ceux qui vont aller chercher l'argent là où il se trouve en abondance et qui n'obéissent pas comme des soldats aux ordres d'un quelconque chef maffieux ou clanique. Loin de nous l'envie de construire ici une quelconque *catégorie* de « rebelles sociaux », mais ceci n'efface pas la présence de l'aspect rebelle. C'est exactement cet aspect que de nombreuses personnes aimeraient volontiers cacher. L'Etat, tout comme ses adversaires de gauche ou de droite, veut des pauvres sages et dociles. Quand le pauvre rompt avec sa résignation et se met à la recherche de moyens pour commencer *l'expropriation* nécessaire, il y a là le début d'un possible parcours de rébellion et de subversion, un parcours qui n'est reconnu par aucune tendance politique, justement parce que sa conséquence ultérieure est logiquement *le refus de la politique* en tant que mode de gestion des individus. Garder vivant cette tension historique et l'approfondir est d'un intérêt fondamentale pour n'importe quel projet subversif. Loin d'une adoration du crime en tant que tel, il s'agit là de *l'appropriation a-légal* des moyens pour combattre la propriété privée.

Les droits du pouvoir

Comme dans la plupart des conflits sociaux, les protagonistes de la lutte dans et contre la prison ont souvent recours à un document vieux de quelques centaines d'années : *les droits de l'homme*. On pourrait effectivement dire que tous les régimes carcéraux sont en contradiction avec les droits de l'homme, mais en fin de compte, ceci vaut pour tout dans ce monde. Mais ce n'est pas un hasard qu'aussi bien les puissants que leurs critiques parlent autant des *droits de l'homme*. C'est au nom de ces mêmes droits, que d'impossibles alliances sont conclues. Que l'on s'assoit autour de la table

pour négocier, pour arriver à un compromis. Le discours se référant aux droits n'a qu'un résultat : il nous rapproche de l'Etat, parce qu'il est celui qui attribue et protège l'ensemble des droits. Et quand un des droits concédés est violé, c'est l'Etat, ou une des ses branches, qui décidera de la gravité de cette violation, des éventuelles solutions ou du choix de nier l'existence de cette violation. *Les droits sont toujours les droits de l'Etat.*

Prenons l'exemple des droits des prisonniers. Ces droits ont été formulés et attribués par l'Etat ou les directions pénitentiaires. Ils peuvent donc être retirés ou suspendus à n'importe quel moment. Le cachot ou le placement en isolement est en effet la suspension « légale » de tous les droits. Tout ce que les prisonniers ont obtenu en termes de marge de manœuvre a été obtenu par la *lutte*. Toute marge de manœuvre n'ayant pas été objet de combat peut, tout comme dans le reste de la société, être abolie demain si l'Etat le juge souhaitable. Tout le baratin sur les droits des prisonniers enferme les éventuels conflits à venir dans une camisole de force, une camisole qui fait en sorte que les résultats soient *toujours* profitables à la prison elle-même. Cela apparaît clairement dans les nombreuses tentatives des directions d'impliquer formellement les prisonniers dans la gestion de l'enfermement, en les faisant participer à leur propre oppression. A l'intérieur du cadre posé, les prisonniers peuvent alors laisser entendre « leur voix ». Et, au lieu de se battre, on négocie des aménagements.

Nous ne voulons pas dire par là que ces aménagements ne pourront pas opérer une vraie différence, mais la question réside toujours dans le *comment* ils ont été obtenus. Prenons un exemple concret afin de mieux illustrer notre propos.

Il y a une différence essentielle entre, d'un côté, des prisonniers qui refusent de réintégrer les cellules après le préau afin de revendiquer plus d'heures de promenade ; et, de l'autre côté, des prisonniers qui essayent, par la voie des tribunaux, de faire valoir leurs « droits » à plus de promenade, ou qui vont négocier avec la direction sur d'éventuelles prolongations. Dans le premier cas, la di-

rection devra soit réprimer la révolte, soit accepter la prolongation... et si elle revenait sur cette concession, elle saurait qu'elle peut s'attendre à de nouveaux refus de réintégrer les cellules. Dans le deuxième cas, il suffira à la direction de citer quelques objections légales ou d'offrir aux prisonniers plaignants un aller simple vers une autre prison. Même dans le cas où ceux-ci parviendraient à obtenir une amélioration, rien n'empêcherait la direction de la retirer au moment voulu, car la seule menace serait alors une nouvelle négociation et pas du tout une prison en émoi.

La question ne se trouve donc pas tellement dans une opposition entre réformisme (la réforme progressive du système carcéral) et révolution (la destruction immédiate de la prison) ; mais bien dans le développement d'un *parcours de lutte*, dans la construction d'une tension réfractaire et dans la possibilité de forger des complicités dans la révolte partagée. Tout le reste sera toujours un signe de faiblesse n'obtenant rien d'autre que des résultats mis en scène, qui n'ont de valeur que sur papier.

Les gardiens et la responsabilité individuelle

Même s'il n'y a pas le moindre doute quant au fait que celui qui revêt un uniforme met de côté une partie de son humanité, ça ne sert à rien de présenter les gardiens comme des monstres inhumains, capables de n'importe quelle forme de torture et d'abus. Cela ressemblerait trop à un renversement de l'image que la société dresse « des prisonniers » pour être subversif. Il est certes vrai que la majorité, voire la totalité des gardiens, au bout d'années d'abrutissement et d'accoutumance à exercer de l'autorité et de la violence, ne sont plus capables de se comporter autrement. Mais il est également vrai qu'il y a, comme on le dit alors, des gardiens « humains » qui de temps en temps se soucient du sort d'un tel détenu ou ferment les yeux là où l'application trop à la lettre du régime signifierait la mort. Peut-on dire de ceux-là qu'ils